



**5^{ème} congrès national du Mouvement Républicain et Citoyen
Paris - 26 & 27 juin 2010**

Contribution présentée par Clément Lacaille

L'AVENIR DU MRC : UNE STRATEGIE CLAIRE, DES MOYENS D'ACTION RENFORCES

Cette contribution soutient la motion présentée par Jean-Pierre Chevènement. Elle développe des propositions d'action militante et d'organisation interne qui, aux yeux de ses signataires, doivent renforcer le dynamisme de notre mouvement. En revanche les signataires ne se reconnaissent pas dans les termes de l'appel à « sortir de la marginalisation » et à la préparation d'une candidature républicaine unique de gauche en 2012, qui demeurent ambigus dans la mesure où ne sont pas précisées les conditions préalables nécessaires pour que les confrontations avec nos partenaires aient quelques chances d'aboutir à un projet de gouvernement capable de subvertir le système libéral, et où l'objectif visé semble limité à la défaite de la droite.

I Le libéralisme est détraqué...

Le système libéral globalisé poursuit sa domination. Les hommes, les institutions qui le portent sont toujours en place, mais la crise l'a ébranlé jusque dans ses fondements. Aux faillites bancaires, récession généralisée, déficits publics, s'ajoutent maintenant les banqueroutes d'Etats, le désordre monétaire, tandis que se poursuit la destruction des emplois et des acquis sociaux. Ce système est entré dans sa phase de dislocation. Ce pronostic doit servir de référence pour fixer notre stratégie.

Un vingtaine d'années furent nécessaires pour atteindre le point de rupture, moment capital où la logique du système apparaît en pleine lumière. Tant que les économies purent résister grâce aux acquis antérieurs, et alors que les séductions idéologiques jouaient pleinement leur rôle de légitimation et de camouflage, les gauches social-démocrates s'y sont laissé prendre au point de jouer son jeu avec autant d'entrain que la droite. Elles ont pu croire - et faire croire - que des corrections marginales seraient suffisantes pour rendre viable le système : un peu plus de social, des mesures d'accompagnement qui, à court terme, rendent les bouleversements moins douloureux, mais ne rien toucher à la logique fondamentale ; tel est le fonds de commerce de ceux qui, enfermés dans cette illusion, approuvèrent les traités qui soumièrent l'Europe à ce capitalisme débridé, en toute bonne conscience...

N'est-ce pas à cette séduction moderniste que succombèrent les dirigeants socialistes responsables du virage de 1983, suivis ensuite par la majorité du parti et de ses électeurs qui approuvèrent Maastricht, le consensus de Washington, le protocole de Barcelone, Lisbonne... ?. Qu'une nette majorité des députés et sénateurs « socialistes », « radicaux », « divers gauches » aient permis, soit par leur vote positif soit par leur abstention, l'approbation définitive du Traité européen montre l'ampleur de son emprise sur ceux qui se croient encore de gauche ; ceux-là ont eu vingt ans pour apprécier les bienfaits du libre-échange ; ils ne changeront pas de position.

Comment en sont-ils arrivés à soutenir la forme du capitalisme la plus perverse, la plus incompatible avec l'idéal socialiste ? Les élus et une partie des militants du PS appartiennent à la classe montante intellectualisée, diplômés supérieurs des années 60-80, dont l'ouverture culturelle et l'aisance économique a vu dans la libéralisation de la société une réponse à ses désirs d'émancipation¹. Or nous n'avons pas oublié que les pratiques sociales et les positions objectives de classe ont une influence déterminante sur les choix politiques.

Le PS n'est pas le seul concerné. Le Parti de Gauche prône une Europe supranationale avec une Constituante ; la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen, dont Mélenchon est vice-président, adopte un rapport demandant « un partenariat plus fort et plus efficace entre l'UE et l'OTAN ... un marché transatlantique intégré » et un siège à l'UE au Conseil de Sécurité² ... ! Les oppositions qui firent échouer l'accord pour les européennes en 2009 vont resurgir. Le « nouveau modèle économique, social et écologique » récemment élaboré par le PS critique le système sans dire un seul mot sur ses causes ni sur le traité de Lisbonne ! La majorité européiste des socialistes repose sur un fondement culturel solide, qui s'avère un obstacle majeur par rapport à nos thèses. On ne peut envisager de négociations sans prendre la mesure de cette donnée.

II mais sa force idéologique demeure...

Un système a besoin d'idéologie. En dépit de la prise de conscience grandissante de leur perversité, les idées libérales conservent de fortes positions au sein de la gauche installée.

Il faut reconnaître l'habileté des libéraux qui ont su habiller la prise de pouvoir par la finance des oripeaux de la liberté, au point d'accomplir une vraie révolution culturelle dans les pays développés : discrédit de la Nation, du centralisme de l'Etat, exaltation de l'Europe unie, valorisation des droits et libertés individuels, de la libre circulation, du marché, de l'efficacité du privé, reconnaissance des identités communautaires, culte de l'épanouissement personnel : autant de valeurs qui promurent et accompagnèrent la libéralisation des échanges. Elles forment la superstructure idéologique du système, symbole de modernité et de progrès, qui s'est répandue

¹ « La société des socialistes », Lefebvre et Sawicki, cité par E.Todd in « Après la démocratie », p.88-89, Gallimard.

² Commission des Affaires étrangères du Parlement européen, rapport du 1-3-2010 relatif à la PESC, cf. www.europarl.europa.eu.

bien au-delà des acteurs économiques et constitue une dimension majeure de la pensée contemporaine. Le sarkozysme n'en est qu'une version parmi d'autres.

Or la posture européiste et néolibérale est désormais dérisoire au regard de l'approfondissement de la crise. Le système est intact quant à ses moyens, tandis que ses contradictions s'aggravent. Triste spectacle que celui de Papandréou – président de l'Internationale socialiste – venant s'aplatir devant les libéraux du FMI et de l'UE pour tenter d'éviter la faillite de son pays ! La situation de la Grèce – et bientôt d'autres membres de l'UE – est l'éclatante démonstration qui nous place désormais devant la seule alternative stratégique : se soumettre, subir la loi de la finance, ou trouver les voies et les moyens d'une réorientation radicale.

Comment permettre cette dernière ? De même que c'est l'Europe qui nous a fait entrer dans le système libéral, de même c'est sur le front européen que va se jouer la bataille du progressisme. Mais sur qui compter pour le faire ? A l'évidence ce n'est pas sur le logiciel social libéral aujourd'hui repeint des couleurs de la social-écologie. Ce n'est pas davantage sur le mouvement contestataire, y compris le Front de Gauche, qui substitue l'invocation des peuples à l'indispensable action des Etats. Luttant depuis trente ans contre la révolution libérale, notre Mouvement voit ses analyses et ses avertissements chaque jour validés par les événements. C'est pourquoi notre doctrine républicaine est plus que jamais pertinente : retour à la souveraineté nationale, protection de notre économie, politique étrangère indépendante sont **des valeurs non négociables**, que nous devons affirmer au préalable avec force dans nos rapports avec nos partenaires.

Il n'est pas d'action progressiste sans Etats souverains. Voilà au fond ce qui nous distingue.

Au moment où les naïvetés des sociaux-démocrates font la démonstration de leur inanité, il serait plus irréaliste que jamais de nous embarquer dans un compromis à courte vue dont nous partagerions l'échec.

Nous n'avons rien à gagner à monnayer notre lucidité passée et présente auprès d'un PS qui se croit, plus que jamais la force dominante à gauche suite à ses succès aux régionales, cela même pour quelques strapontins et une hypothétique présence au gouvernement. Ce serait confondre l'écume des négociations électorales avec le mouvement de fond qui secoue le monde. Une partie du PS perçoit le bénéfice qu'il retirerait d'une certaine caution anti-libérale que nous lui offririons en échange de bonnes relations qui, de notre côté, nous procureraient la satisfaction d'être enfin compris et de reprendre notre place dans la famille. Sarkozy nous l'a montré : infléchir superficiellement un discours est efficace, surtout auprès d'une opinion mal informée. Nous avons vu à quel point Royal, pourtant plus libre que d'autres par rapport à l'appareil du PS, respectait les termes de notre accord... Nous venons de voir (une fois de plus) avec les régionales qu'un accord pèse peu face aux calculs électoralistes. Ne nous laissons pas prendre à ce jeu futile même s'il est sincère. **Seules comptent l'intelligence des réalités et la volonté de les changer.**

III Quelle perspective pour le MRC ?

Les analyses qui précèdent conduisent à la même conclusion : l'aggravation inéluctable de la crise appelle une **confrontation radicale, salutaire, et a priori**, sur les valeurs et principes qui fondent notre action politique, et qui, finalement, gravitent autour de la **souveraineté nationale**, seul point d'appui pour rendre au politique le pouvoir qu'il s'est aliéné. C'est à cette condition que nos rencontres auront une chance - et non pas une garantie - d'aboutir. A défaut, elles n'auraient pas de sens.

Les choses bougent ; la crise systémique est là et ses conséquences sautent aux yeux. Jamais les faits ne nous ont donné raison autant que maintenant, et néanmoins la position républicaine n'est pas numériquement à la hauteur de cette constatation. Etonnant paradoxe, mais qui s'explique par la différence de vitesse entre l'accélération du désordre et la (trop) lente évolution de sa compréhension par les élites politiques ; les consciences sont toujours en retard... C'est pourquoi nous devons lutter à la fois contre la crise et contre les soubassements idéologiques de la crise. Notre position n'a rien de confortable, nous serons taxés de doctrinaires, de rigoristes (cette vieille ficelle qui met en cause les personnes pour éviter de parler du réel), mais nous jouons notre légitimité. 2012 ne saurait être le point d'aboutissement de la « longue marche ». Ce peut être en revanche un point de départ de la reconquête d'un dessein républicain dont l'avenir dira s'il est partagé par d'autres.

Notre objectif prioritaire : tout faire pour que des forces, soutenant un programme de salut public cohérent et responsable, soient en mesure d'arriver au pouvoir. Seul ce qui s'inscrit sans ambiguïté dans ce cadre requiert notre participation. La présidentielle en offre la première occasion, à condition qu'il y ait union sur un projet de réorientation radicale, à commencer par l'Europe. Rien n'est acquis.

Faudra-t-il s'impliquer dans une négociation de Primaires ? **Oui** si nous exigeons au préalable que le sujet du débat soit le caractère fondamental de la crise et les réorientations radicales qui doivent en résulter ; **non** si le seul objectif affiché est la désignation d'un candidat unique anti-Sarkozy au premier tour. **Oui** si la souveraineté nationale, le protectionnisme, le refus de l'atlantisme sont immédiatement au cœur d'un débat public ; **non** si l'on s'enferme dans une litanie de promesses conjoncturelles destinées à rassembler tous les mécontents. **Oui** si l'on remet en cause Lisbonne et l'UE, ce fatras bureaucratique impuissant, si l'on parle nationalisations et politique industrielle, s'il s'agit de placer les militants, tous les citoyens, face à des choix clairs, compréhensibles, qui redonnent sens à notre histoire et à l'idéal républicain, **non** si il s'agit d'apporter notre soutien à telle ou telle vedette médiatique déjà désignée par les sondages.

Voilà nos conditions à priori ; nous ne gagnerions rien à accepter des primaires sans conditions.

IV Nous donner les moyens de notre ambition.

Pour 2012 et au delà comment pouvons nous être les moteurs d'une action républicaine mettant notre pays en situation d'affronter l'avenir ?

Développer notre action externe :

A l'évidence le MRC ne suffira pas à pallier l'absence de réflexe républicain des partis progressistes et à promouvoir à lui seul une action de salut public.

- Quelles sont alors les possibilités ?

Rechercher des alliances ou des synergies à l'extérieur de notre pays pour peser sur la conduite des affaires européennes. Cette voie ne peut suffire mais elle mérite investigation avec prise de contacts : Die Linke qui peut partager les analyses de Jean-Pierre Chevènement devrait être regardé comme un partenaire privilégié. Il est plus difficile d'en trouver dans d'autres pays : rien à attendre de l'Italie où les mouvements progressistes sont fédéralistes, ni de l'Espagne ni du Royaume-Uni. Il y a un parti communiste irlandais qui semble plus proche de nos idées que de celles du PCF. A l'Est, en Belgique, en Grèce ? A voir

Proposition : monter des rencontres régulières, éventuellement avec l'aide de BRN (P. Lévy)

Approcher sans trêve ni relâche ceux qui en France pourraient travailler avec nous, que ce soit en dehors ou en dedans : ainsi *Gauche Avenir* constitue-t-il un frémissement par rapport au gel des courants internes du PS. Nous ne partageons pas totalement ses idées mais on peut discuter, convaincre, mener des actions communes. Il y a aussi *des individualités* avec qui il faut nouer des liens car notre perspective est nécessairement l'attente du moment favorable. Cela se fait d'ailleurs déjà dans certaines fédérations. Ces exemples sont à connaître, à discuter, à généraliser.

Au fond, il faudrait travailler ce que l'on pourrait nommer *l'écho de la pensée républicaine au sein du PS*. C'est le contraire d'une alliance molle avec une direction qui tourne à tous les vents. Il s'agirait au contraire de multiplier les contacts et propositions auprès des militants ou ce qu'il en reste par des réunions thématiques, des actions communes. Tout cela bien entendu aussi bien au niveau local que régional. Même chose avec le PC qui doit bien compter encore quelques républicains (voire quelques marxistes conséquents) dans ses rangs. Ainsi par exemple : sur l'école, on peut rencontrer des militants du PC proches de nos positions. Sur des questions aussi diverses que le Moyen-Orient, une juste protection de nos frontières, notre industrie, ou l'appropriation publique de certains biens ou services collectifs, il y a des points de rencontre avec des militants. Ce doit aussi être l'occasion d'une pédagogie pour expliquer qu'il faut infléchir sérieusement la doctrine européenne, que cela ne peut pas se faire directement par

l'invocation des peuples mais par l'action des Etats. C'est évidemment le point le plus délicat, parce que là passe le clivage entre nous et les autres militants progressistes. Mais il existe, par exemple à la CGT, quelques cadres qui sont très réservés sur la construction européenne actuelle ; même s'ils ont du mal à sortir de l'ombre, il faut les rencontrer.

La conclusion des propositions ci-dessus est simple : il faut sortir de nous-mêmes et aller à la rencontre de ceux qui peuvent penser comme nous, et aussi passer à la confrontation avec d'autres. Rencontrer, discuter, nouer des perspectives. Ainsi par exemple, créer un comité services publics fondé sur une vraie analyse et de vraies propositions pour sortir des dérives européennes nous éviterait de signer avec quelques partis progressistes tel ou tel communiqué minimaliste ne mentionnant même pas la responsabilité des dérives européennes. Ou encore : Pourquoi ne pas mettre sur la table le projet suivant : « Un nouveau traité européen, » réécrivant sur des points essentiels le traité de Rome ? Il faut aussi « rentrer dans le chou » des écologistes et leur opposer un projet de développement humain.

Améliorer notre fonctionnement interne :

- Il est, à la fois, nécessaire que le SN mais aussi l'ensemble de nos cadres se mobilisent et fassent de cette sortie de l'isolement une priorité. On pourrait dire : LA priorité qui, chaque semaine doit donner lieu à des actions, des propositions de textes, des prises de position publiques. Pour cela :
 - Il faut prolonger et décliner le Programme de Salut Public. Ainsi il faut que nous ayons un discours clair et audible sur la question écologique et sur les raisons pour lesquelles elle ne saurait être pour nous le cœur d'un projet politique. Cette critique est attendue de nombreux militants de gauche qui ne se résignent pas au terrorisme médiatique et politique du « vote vert ». Mais elle n'aura de portée que si elle est assortie de propositions rectifiant les perspectives : quels emplois industriels ? Quelle agriculture ? Quelles retraites ? etc.
 - Il faut que les fédérations fassent connaître les réactions des partenaires qu'elles auront rencontrés sur le Programme et ses déclinaisons.
- Il est impératif de développer les échanges à l'intérieur du Mouvement, d'une part entre les fédérations, d'autre part entre les fédérations et le Secrétariat national, échanges encore insuffisants. Pour cela :
 - Mieux valoriser les contributions rédigées par les militants, soit sur une question, soit à propos d'un événement, avec envoi au SN qui le transmet au responsable national concerné, lequel apprécie son opportunité, prend éventuellement contact avec l'auteur, et décide avec lui de son exploitation.
 - **Instituer des réunions périodiques au sein d'un secrétariat national élargi à l'ensemble des fédérations régionales. Ce SN élargi se réunirait 6 fois par an. Il serait l'occasion d'un**

dialogue portant sur les actions menées tant au niveau national que régional.

- Dans un premier temps ce secrétariat national élargi ferait un bilan de la vie du mouvement sur les 8 années écoulées depuis que nous ne participons plus au pouvoir. Savoir d'où nous partons pour décider où nous allons, et comment, est essentiel pour que chacun à son niveau s'implique dans une action militante plus dynamique.
 - Inviter les fédérations à échanger des informations sur leurs activités, leurs éventuels résultats positifs ou négatifs, les initiatives envisagées. Outre les aides que l'on peut se transmettre, cela développerait la conscience de participer à une action collective qui ne se limite pas au soutien du SN.
- Adopter une stratégie de développement local
- Le MRC doit mobiliser ses forces pour se développer localement : une stratégie d'implantation de nouveaux élus lors des élections mérite d'être définie de manière concrète pour sortir de la défensive et conquérir de nouvelles positions. Renforcer le réseau d'élus locaux permet de parler d'égal à égal avec nos partenaires. A la mesure de nos forces, cela suppose de cibler des objectifs prioritaires pour lesquels nos militants pourront se mobiliser. C'est également autour des élus et de leur action que de nouveaux adhérents peuvent trouver une bonne occasion de se rassembler.
 - Le développement local est rendu possible par une démarche de recrutement de nouveaux militants, par tous les moyens qui sont à notre disposition (réunions publiques, campagne d'adhésion, internet...) Le renouveau du comité jeunes, même s'il demeure récent, témoigne qu'un peu de volontarisme en la matière s'avère efficace. La situation politique que nous connaissons constitue en outre un contexte favorable à ce développement.
- Développer la formation.
- Organiser des séquences d'une journée (10h-16h), à Paris ou en région, sur une thématique définie, avec inscriptions des participants et transmission préalable de questions, afin de limiter le travail de préparation de l'intervenant.
 - Echanger sur le Net en transmettant directement une demande précise, appelant une réponse succincte, aux secrétaires compétents qui accepteraient ce système à la fois souple et rapide.
 - Favoriser la connaissance des positions des partenaires, par exemple un recueil d'extraits des propositions économiques du PS élaborées lors de leur récente convention, montrant qu'elles laissent intacts les principes du libéralisme.

.....

Sortir de l'isolement ? Oui, mais tout le monde n'a pas la même conception de cet objectif. Notre Congrès devrait être l'occasion de le clarifier. La présente contribution propose que cette clarification nous permette de garder tous nos atouts : c'est l'évolution des relations avec le reste de la gauche qui nous dira comment les jouer. Mais, quel que soit le résultat, rien ne saurait nous dispenser d'agir pour promouvoir le *besoin de République* par une organisation plus efficace et des actions concrètes dans lesquelles tous prendraient leur part, tirant la leçon des années qui sont derrière nous.

Le libéralisme est entré dans une crise majeure. Il est de plus en plus vulnérable et discrédité. Notre vocation est de tout faire pour y mettre fin. Dans de telles circonstances, notre critique radicale doit être portée haut et fort auprès des citoyens, et tout particulièrement auprès des organisations capables d'élaborer et d'assumer un projet de gouvernement qui réhabilite les valeurs de la République et la souveraineté des Etats-nations.

Premiers signataires :

Clément Lacaille (Côte-D'Or)
Annie Munier-Petit (Côte d'Or)
Claudine Pierre (Côte d'Or)
Gérard Pierre (Côte d'Or)
Marie-Françoise Bechtel (Paris)
Guilaisne Carraz (Côte d'Or)
Roland Millet (Côte d'Or)
Bastien Faudot (Val-de-Marne)
Anne-Gaëlle Da-Col (Territoire-de-Belfort)
Marie-Jeanne Richert (Bas-Rhin)
Dominique Blandin (Val-de-Marne)
Frédéric Blanc (Alpes Maritimes)
Sébastien Pillet (Alpes Maritimes)
Alain Fuentes (Alpes Maritimes)
Marcel Coppo (Alpes Maritimes)
Hugo Prod'homme (Nord)
Frédéric Guibet (Basse Normandie)
François Reignoux (Indre)
Maité Reignoux (Indre)
Michèle Ballanger (Indre)
Claude Godard (Indre)
Eric Martin (Paris)
Sébastien Lejeune (Seine et Marne)
Corentin Dupont (Loire-Atlantique)
Jean-Baptiste Sabiani (Paris)
Estelle Folest (Paris)

Charlotte Ligneau (Indre)
David Bouderballa (Ille-et-Vilaine)
Gérard Boucher (Drôme)
Catherine Coutard (Drôme)
Serge Chastan (Drôme)